



CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES

APPEL D'OFFRES OUVERT SUR OFFRES DE PRIX
(SEANCE PUBLIQUE)
N° 6/2023

MAINTENANCE ET REPARATION DU MATERIEL
DE REPROGRAPHIE DE L'INSTITUT ROYAL DE LA CULTURE
AMAZIGHE (PICES ET MAIN D'ŒUVRE)

INSTITUT ROYAL DE LA CULTURE AMAZIGHE (IRCAM)

Article 1: OBJET DU MARCHE

Le présent marché a pour objet la maintenance et la réparation du matériel de reprographie de l'Institut Royal de la Culture Amazighe, y compris les pièces et la main d'œuvre, en lot unique.

Article 2: MODE ET PROCEDURE DE PASSATION DU MARCHE

Le présent marché est passé par appel d'offres ouvert sur offre de prix en application des dispositions l'alinéa 2 paragraphe 1 de l'article 16 et paragraphe 1 et de l'alinéa 2 paragraphe 3 de l'article 17 du règlement n° 2524 fixant les conditions et formes de passation des marchés de l'Institut Royal de la Culture Amazighe ainsi que certaines règles relatives à leur contrôle et à leur gestion.

Article 3: ETENDUE DES PRESTATIONS

Le Titulaire est tenu de maintenir en bon état de fonctionnement le matériel de reprographie ci-après :

N° des prix	Désignations	Qté	Année d'acquisition
1	Kyocera 8000 i	1	2013
2	Kyocera TA 221	6	2013
3	Canon 2545	2	2013
4	Canon 2420	5	2013
5	Gestetner MP 2014 AD	6	2018

Article 4: CARACTERISTIQUES TECHNIQUES DES PERESTATIONS

1 : MAINTENANCE PREVENTIVE

- L'entretien préventif sera exécuté par le prestataire selon le planning convenu d'un commun accord à raison d'une visite par trimestre ;
- La maintenance préventive doit comprendre :
 - ✓ Le test et vérification du câblage objet du contrat : câbles, prises et panneaux de brassages,...
 - ✓ Contrôle de l'état et des performances de toutes les installations objets de la présente prestation.
 - ✓ L'identification des risques de dysfonctionnement et les améliorations liées à l'évolution du système ou de la normalisation.
 - ✓ Le nettoyage extérieur, le dépoussiérage intérieur des différents équipements et le nettoyage de tous les lecteurs et périphériques notamment les lecteurs de sauvegarde et de restauration de données en utilisant des produits appropriés.
 - ✓ Rétablissement de la conformité des équipements, aux spécifications techniques.
- L'entretien préventif sera exécuté par le prestataire selon le jour et l'horaire convenu d'un commun accord à raison de **4 fois par an**. Il sera sanctionné par un rapport

d'exécution détaillant les actions réalisées et les constats de dysfonctionnement éventuels.

2 : MAINTENANCE CORRECTIVE :

La maintenance corrective concerne les équipements matériels et logiciels. Elle comprend les services suivants :

- L'exécution de toutes les opérations de réparation, de remplacement et de mise au point nécessaires pour assurer le bon fonctionnement des équipements. La correction des anomalies relevées par l'IRCAM pendant l'exploitation du matériel. Si la correction exige des délais longs qui risquent de gêner l'exploitation, le titulaire doit, dans l'attente de la correction définitive ou de la livraison des éléments de remplacement, procéder à des corrections temporaires ou à des solutions d'urgence de contournement. Le matériel de remplacement mis en service par le prestataire pour contourner l'anomalie, restera la propriété du Fournisseur et lui sera restitué après le dépannage définitif du matériel défectueux.
- Les modifications décidées par les services compétents du prestataire en accord avec l'IRCAM qui vise une amélioration du niveau technologique et des performances des matériels et dispositifs installés ou la correction d'un dysfonctionnement matériel constaté.
- Les pièces de rechange sont à la charge du prestataire. Le prestataire doit livrer les caractéristiques détaillées du matériel qu'il juge adéquat pour le remplacement. Toutes les pièces de rechange, jugées défectueuses, seront remplacées par des pièces neuves, d'Origine, et en bon état de fonctionnement.

La liste non exhaustive des pièces de rechange et fournitures (à l'exception des toners) est donnée à titre indicatif comme suit :

- Kit Tambours et développeurs
- Rouleaux caoutchouc
- Raclettes
- Patins
- Cartes
- Embrayages
- Four de fixation
- ... etc

Le contractant s'engage à disposer d'un stock suffisant en pièces de rechange d'origine ayant les mêmes caractéristiques pour assurer le bon fonctionnement des équipements objet du marché.

- Le Titulaire s'engage en cas d'immobilisation dépassant 24 heures à mettre à la disposition du Maître d'ouvrages provisoirement un matériel de remplacement, qui possède au minimum les mêmes performances et équivalent au niveau de toutes les fonctionnalités de l'équipement défectueux si cela s'avérerait nécessaire.
- A la fin de chaque intervention, le titulaire doit établir une fiche d'intervention portant sur les opérations de réparation effectuées. Cette fiche, datée et signée par les représentants du Maître d'ouvrage et du titulaire, doit indiquer la date et l'heure exacte

d'achèvement des travaux réalisés par le prestataire et doit être communiquée au Maître d'ouvrage.

Article 5: MOYENS DE COMMUNICATIONS

Le prestataire doit fournir un point de contact unique pour tous les appels et requêtes. A cette fin, il doit mettre à la disposition du client plusieurs moyens d'accès et de communication. Ces différents moyens sont comme suit :

- Le téléphone : comme moyen principal pendant les heures de travail et avec un nombre suffisant de téléopérateurs et de lignes pour faire face aux éventuels surcharges d'appels.
- E-mail : avec une adresse électronique unique.
- Le fax : dans le cas de la nécessité de garder une trace, pour l'envoi de données et de renseignements complémentaires.
- Eventuellement un répondeur automatique avec possibilité d'enregistrement et/ou aiguille vers d'autres moyens.

Article 6: MODALITES ET DISPONIBILITE DU SERVICE

Délai d'intervention

Le délai d'intervention, à compter de la date et l'heure de la réception de déclaration, ne doit pas dépasser 4 heures majoré du délai de route sans dépasser 24 heures.

La déclaration de la panne (l'incident) sera faite par l'IRCAM par l'un des moyens de communication cité à article 5.

Délai de réparation

Au bout d'une assistance à distance non concluante, l'intervention doit s'opérer sur les lieux.

Le délai de réparation, dans ce cas, est le temps moyen nécessaire au technicien du prestataire après son arrivée sur le lieu du matériel et logiciel défectueux. Ce délai varie en fonction de la nature de la panne et est évalué à quatre (4) heures en moyenne.

Exceptionnellement, ce temps pourra être majoré du délai d'acheminement des pièces de remplacement en provenance du local du prestataire, sans que ce délai puisse dépasser quarante-huit (48) heures à compter de la date et l'heure de la réception de l'appel, de la télécopie ou du mail de l'IRCAM.

L'IRCAM et le prestataire conviendront, d'un commun accord, du calendrier des maintenances préventives à réaliser, à raison **de 4 fois par ans**. Ce calendrier fixera les jours et les équipements qui seront objet de la maintenance préventive sans gêner l'exploitation normale de l'IRCAM.

Les prestations de maintenance seront effectuées les jours ouvrables, du lundi au vendredi, dans une période de **8 heures** consécutives interrompue par le déjeuner, et prise entre **8 heures 30 min et 16 heures 30 min**. sous réserve d'un préavis de **trente (30) jours**.

Lorsque le matériel en panne fait l'objet d'un remplacement en attendant sa réparation, ce remplacement ne peut durer plus de **20 jours**.

Le service est fourni sur demande de l'IRCAM lorsqu'il s'agit de la correction d'anomalies détectées sur les équipements objet du présent marché.

Tout incident ou arrêt affectant le bon fonctionnement des équipements ou des logiciels sera notifié dans un carnet de bord tenu par l'IRCAM et le titulaire.

Article 7: PENALITES POUR RETARD

Cas de retard

En cas de dépassement des délais convenus pour les interventions ou les travaux de réparation ne provenant pas d'un cas de force majeure signalé par écrit en temps utiles par le prestataire à l'IRCAM et admis par lui le cas échéant d'une part, le titulaire est passible d'une pénalité par jour de retard égale à 1/1000 (Un pour mille) du montant du contrat, sans toutefois que le montant ne dépasse 10% du montant global du contrat.

Cas de non exécution :

Si après 7 (sept) jours des dates limites des délais fixés au contrat, les prestations correspondantes ne sont pas effectuées, l'IRCAM se réserve le droit de résilier le contrat sans indemnité ni préavis. Le prestataire sera tenu de payer à l'IRCAM une pénalité initiale forfaitaire égale à 10% du montant global annuel du contrat, cumulable avec la pénalité de retard objet du paragraphe ci-dessus, sachant que le prestataire restera redevable envers l'IRCAM de tous les dommages réels découlant de cette résiliation.

Article 8: OBLIGATIONS DE L'INSTITUT

Pendant l'exécution du contrat, l'Institut s'oblige à :

- Placer les équipements dans un environnement géographique, physique et technique conforme aux réglementations en vigueur, aux instructions et spécifications du constructeur des équipements, notamment en matière de sécurité ;
- S'approvisionner et utiliser des fournitures telles que : papiers, toners... conformes aux instructions et spécifications du constructeur des équipements ou à celles du concessionnaire lorsque ce dernier en assure la vente ;
- Supprimer, avant l'intervention du contractant, les adjonctions ou connexions de matériels, sous-ensembles ou composants non inclus dans la liste des équipements, lorsque le contractant avise l'Institut que ladite adjonction ou connexion est préjudiciable à la réalisation de la maintenance.
- Permettre un libre accès des représentants du contractant aux équipements, pendant les heures d'intervention correspondant à l'option ou aux options choisie(s) par l'Institut et s'assurer que chaque intervention puisse être effectuée en conformité avec les normes et règlements en vigueur, notamment en matière de sécurité, d'environnement physique, géographique et technique ;
- Assurer la présence d'un au moins de ses employés ou préposés pendant l'exécution de chaque opération de maintenance ;
- Mettre à la disposition du contractant les moyens nécessaires lui permettant l'exécution de la maintenance.

Article 9: LIMITES DE LA MAINTENANCE

Sont expressément exclues de la maintenance les prestations suivantes :

- La réparation de dommages, avaries, pannes ou désordres dus à un environnement géographique, physique ou technique non conforme aux instructions et spécifications du constructeur des équipements ou résultant du non-respect des normes et réglementations applicables notamment en matière de sécurité, d'un accident, (y compris incendie et dégâts des eaux), d'une mauvaise utilisation, d'une négligence de l'Institut, de l'adjonction ou de la connexion de matériels, sous-ensemble ou composants non inclus dans la liste des équipements, de l'intervention d'un tiers ou d'un service technique autre que celui du contractant, d'une défaillance même momentanée dans la fourniture des énergies ou fluides nécessaires au bon fonctionnement des équipements ;
- L'intervention sur des matériels ne figurant pas dans la liste des équipements. Lesdites interventions, ainsi que toute intervention sur des équipements ayant été affectés par l'un des événements mentionnés au paragraphe ci-dessus, pourront être effectuées par le contractant selon des modalités notamment financières à définir d'un commun accord et préalablement entre les parties ;
- La modification technique des équipements ;
- La vérification, le contrôle et la mise en conformité de l'environnement géographique, physique et technique dans lequel se situent les équipements ;
- Le déménagement et la réinstallation de tout ou partie des équipements ;
- La fourniture et l'installation d'accessoires destinés aux équipements ainsi que le remplacement des éléments consommables ;
- Toute intervention de quelque nature que ce soit sur quelques logiciels que ce soit mis en œuvre par, ou associé à l'utilisation des équipements.

Article 10: PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes:

- l'acte d'engagement ;
- le présent Cahier des Prescriptions Spéciales;
- le bordereau des prix global ;
- le Cahier des Clauses Administrative Générales – EMO approuvé par le Décret n°2332-01-2 du 22 Rabii I 1423 – 4 juin 2002 (Publié au BO n° 5010 du 6 Juin 2002).

Article 11: VARIATION ET CARACTERE DES PRIX

Les prix du marché sont fermes et non révisables.

Les prix mentionnés dans le bordereau des prix doivent tenir compte de l'ensemble des équipements et prestations auxquels ils s'appliquent, non seulement tels que ceux-ci sont décrits dans le bordereau des prix du présent marché, mais aussi tels qu'ils doivent être effectivement exécutés pour aboutir à l'installation et à la mise en marche des équipements.

Tout équipement ou accessoire proposé par le titulaire dans son offre et pour lequel aucun prix n'est fourni, sera considéré comme inclus dans l'offre principale et ne donnera lieu à aucune facturation supplémentaire.

Article 12: REFERENCES AUX TEXTES GENERAUX

Le titulaire du marché est soumis aux textes suivants :

1. Le Règlement n° 2524 du 21/07/2014 relatif aux marchés publics de l'IRCAM ;
2. Le Décret Royal n° 330-66 du 21 Avril 1967 portant règlement général de la Comptabilité Publique tel qu'il a été complété ou modifié;
3. Dahir N°01-15-05 du 19/02/2015 relatif au nantissement des marchés.
4. Tous les textes réglementaires rendus applicables à la date de la signature du marché ;

Le titulaire devra se procurer ces documents s'il ne les possède pas. Il ne pourra en aucun cas exciper l'ignorance de ceux-ci et se dérober aux obligations qui y sont contenues.

Article 13: VALIDITE DU MARCHE

Le présent marché ne sera valable, définitif et exécutoire qu'après son approbation par l'autorité compétente.

Article 14: DELAI DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION DU MARCHE

En application de l'article 33 du règlement des marchés de l'IRCAM, la notification de l'approbation du marché doit intervenir dans un délai de soixante-quinze (75) jours à compter de la date fixée pour l'ouverture des plis.

Article 15: DUREE DU MARCHE

Le présent marché est conclu pour une période d'une année renouvelable par tacite reconduction, sans que sa durée totale ne dépasse 3 ans.

Le délai susvisé commencera à courir à partir de la date fixée dans l'ordre de service prescrivant le commencement des prestations.

La non reconduction du marché est prise à l'initiative de l'une des deux parties moyennant un préavis de trois mois.

Article 16: REPRESENTATION DU PRESTATAIRE

Pendant toute la période du marché, le prestataire devra désigner un représentant muni des pouvoirs nécessaires pour assurer le suivi de la réalisation des prestations objet du présent marché.

Article 17: RECEPTION PROVISOIRE

L'exécution de ladite prestation sera matérialisée par des fiches justifiant l'intervention. Un rapport consolidé doit être présenté à l'IRCAM trimestriellement.

L'IRCAM pourra alors :

- soit prononcer la réception provisoire sans réserve;
- soit prononcer la réception provisoire sous réserve que le prestataire procède à des corrections ou améliorations de détail;
- soit refuser la réception provisoire pour non-conformité avec les spécifications du marché.

Les réceptions provisoires seront faites dès que toutes les vérifications auront été déclarées satisfaisantes et ce sur la base des fiches d'interventions signées, datées et portant l'avis et l'appréciation de l'IRCAM.

Article 18: RECEPTION DEFINITIVE

Une réception définitive est prononcée à la réception de la totalité de la commande pour la durée du marché.

Article 19: LES MODALITES DE REGLEMENT

Le paiement sera effectué après réception des prestations réellement exécutées et régulièrement constatées sur la présentation des factures établies trimestriellement et payables à terme échu par virement au compte courant, postal, bancaire ou TGR porté au préambule du marché et à l'acte d'engagement, et sur présentation des pièces justificatives (factures, bons d'intervention, rapport, etc...).

Si la période facturée ne correspond pas à un trimestre calendaire, la facture sera payée pour la période considérée en prorata du montant du bordereau des prix sur la base d'un PV de réception dressé à cet effet.

Article 20: CAUTIONNEMENT ET RETENUE DE GARANTIE

Le cautionnement provisoire est fixé à dix mille dirhams (10 000,00 dh). Il sera restitué aux candidats non retenus.

Le cautionnement définitif est fixé à 3% du montant initial du marché, il doit être fourni dans les 30 jours qui suivent la notification de l'approbation du marché, qui sera libéré à la réception définitive.

Par dérogation à l'article n°40 du CCAG-EMO, il ne sera pas appliqué de retenue de garantie pour ce marché.

Article 21: ASSURANCE

Conformément aux dispositions de l'article 20 du CCAG-EMO, l'attributaire doit présenter une police d'assurance couvrant les risques inhérents à l'exécution du présent marché.

Article 22: LITIGES

Tout litige entre le maître d'ouvrage et le titulaire est soumis aux tribunaux compétents conformément aux dispositions des articles 53 et 55 du CCAG-EMO.

Article 23: ELECTION DE DOMICILE

Pour l'élection du domicile, il faut se conformer aux dispositions de l'article 17 du CCAG-EMO.

Article 24: CONFIDENTIALITE DES RENSEIGNEMENTS

Le titulaire, sauf consentement préalable donné par écrit de l'IRCAM, ne communiquera le marché, ni aucune de ses clauses, ni aucune des spécifications ou informations fournies par

l'IRCAM ou en son nom et au sujet du marché, à aucune personne autre qu'une personne employée par le titulaire à l'exécution du marché. Les informations transmises à une telle personne le seront confidentiellement et seront limitées à ce qui est nécessaire à ladite exécution.

Tout document, autre que le marché lui-même, demeurera la propriété de l'IRCAM et tous ses exemplaires seront retournés à L'IRCAM, sur sa demande, après exécution des obligations contractuelles.

Article 25: DROIT DE TIMBRE ET D'ENREGISTREMENT

Le titulaire doit acquitter les droits auxquels peuvent donner lieu le timbre et l'enregistrement du marché, tels que ces droits résultent des lois et règlements en vigueur.

Article 26: CONDITIONS DE RESILIATION


En cas de résiliation du présent marché, il sera fait application prévues au CCAG-EMO.

Article 27: NANTISSEMENT

Dans l'éventualité d'une affectation en nantissement, il est précisé que :

- a) La liquidation des sommes dues par l'IRCAM en exécution du marché, sera opérée par les soins du Recteur de l'IRCAM, ou de son délégué.
- b) L'autorité chargée de fournir au titulaire du marché ainsi qu'au bénéficiaire des nantissemments ou subrogations les renseignements et états prévus au dahir N°01-15-05 du 19/02/2015 relatif aux nantissemments des marchés publics, est le Recteur de l'IRCAM, ou de son délégué.
- c) Les paiements prévus aux marchés seront effectués par l'Agent comptable de l'IRCAM, seul qualifié pour recevoir les significations des créances du titulaire du Marché.

Le Recteur de l'IRCAM, ou de son délégué, délivrera sans frais, à l'entrepreneur, sur sa demande écrite et contre récépissé, un exemplaire spécial du marché portant la mention "exemplaire unique" conformément aux dispositions du Dahir N°01-15-05 du 19/02/2015 relatif au nantissement des marchés publics.

<u>Le concurrent</u> (Lu et accepté)	<u>Le Recteur de l'IRCAM</u> Le 21/06/2023
	 Institut Royal de la Culture Amazighe Le Recteur Ahmed BOUKOUSS

Article 28: BORDEREAU DES PRIX GLOBAL

N° des Prix	Désignation	Unité de mesure	Qté	Prix unitaire En DH HT (par trimestre)		Total HT / Trimestre
				En chiffres	En lettres	
1	Maintenance et réparation du matériel de reprographie de l'IRCAM, pièces et main d'œuvre comprises.	Forfait / trimestre	1			
Total HT (trimestre)						
TVA						
Total TTC (trimestre)						
Total (année)						

Arrêté le présent bordereau des prix à la somme de

.....

.....(en chiffres et en lettres, Dh, TTC).

Fait à Le

Signature et cachet du concurrent